

SIERRA LEONE

La Sierra Leone est un territoire presque circulaire situé sur la Côte Atlantique d'Afrique occidentale. Il couvre 72.740 km² et, d'après une estimation de juin 1969, sa population est de 2.512.000 habitants. Elle fut d'abord une colonie et ensuite un protectorat britannique, elle devint indépendante le 27 avril 1961 et resta membre du Commonwealth. L'extraction des diamants y revêt une importance considérable, et d'une manière générale celle des minerais.

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

La constitution du *West African Currency Board* (Comité monétaire pour l'Afrique occidentale) (1) qui eut lieu en 1912, mit fin au désordre qui caractérisait la situation du système monétaire de la Sierra Leone. Les différentes monnaies qui, jusqu'à cette date, circulaient dans le Pays furent remplacées par la livre sterling africaine, émise par le comité, et ayant cours légal dans les autres colonies britanniques (2).

Lorsqu'il envisagea son indépendance politique prochaine, le gouvernement de la Sierra Leone confia à un groupe d'experts

(1) En ce qui concerne le fonctionnement du *West African Currency Board* voir le chapitre de la Nigeria.

(2) Gambie, Nigeria, Ghana.

financiers de la Banque d'Angleterre la mission d'examiner les possibilités de créer une banque centrale et d'émettre, en conséquence, une monnaie nationale. Basé sur le document élaboré par la commission (*Loynes Report*), l'acte constitutif de la *Bank of Sierra Leone* fut approuvé le 27 mars 1963 et, le 4 août 1964, cette banque put commencer l'émission de la nouvelle monnaie (appelée leone) et la substitua à celle émise par le Comité qui cessa d'avoir cours légal le 4 février 1966.

ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

Le capital nominal de la Banque centrale de la Sierra leone, soit 1.500.000 leones, a été entièrement souscrit par l'Etat auquel ont été déferés, en outre, les pouvoirs nécessaires afin qu'il désigne les principaux dirigeants de la banque. L'organe exécutif suprême de cette dernière est représenté, conformément à la loi constitutive de 1963, par le Conseil d'administration, composé du gouverneur et du sous-gouverneur, nommés par le gouvernement, et de trois autres administrateurs désignés par le Premier Ministre.

C'est au Conseil d'administration que sont déferés les pouvoirs et la responsabilité globale en ce qui concerne les choix inhérents à la gestion de la Banque et aux orientations en matière de politique monétaire et du crédit. Par contre, des responsabilités particulières incombent personnellement au gouverneur et au sous-gouverneur en ce qui a trait à la continuité de la direction et du contrôle des activités de la banque.

RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

Aux termes de la loi l'activité de la Banque centrale doit tendre à atteindre les objectifs suivants: 1) émission de la monnaie légale, centralisation et gestion des réserves en devises du

Pays en vue d'assurer la stabilité de la valeur de la monnaie à l'étranger; 2) contribuer à la réalisation de la politique financière du gouvernement; 3) garantir la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie et promouvoir la constitution d'un marché du crédit efficient.

La Banque centrale est la seule institution habilitée par la loi à émettre des monnaies ayant cours légal dans le Pays. La loi l'obligeait à constituer des réserves or ou en sterlings, ou sous forme d'activités financières avec l'étranger, librement convertibles en or et en sterlings, dont le montant devait être proportionnel au total des billets en circulation.

Le 25 juin 1965 cette banque se vit confier également la mission de centraliser la gestion des réserves en devises du Pays et le contrôle des changes, missions qui, jusque-là, relevaient de la compétence du Ministre des Finances.

RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ÉTAT

La Banque centrale de la Sierra Leone est à deux titres le banquier de l'Etat: en premier lieu, elle est chargée de la gestion d'une grande partie des opérations de caisse et de crédit concernant le budget du Trésor et des autres organismes publics. En second lieu elle collabore à la réalisation de la politique financière de l'Etat en accordant des financements et par des interventions ayant pour objet d'assurer le placement des titres de la dette publique et de maintenir leurs cours, en particulier en ce qui concerne les bons du Trésor.

La Banque est autorisée à consentir des prêts directs au gouvernement, toutefois ce concours est assujéti à une série d'obligations. Tout d'abord, ces opérations doivent être destinées à faire face à des exigences de caisse de nature transitoire. En outre,

la situation débitrice du gouvernement ne peut excéder un pourcentage déterminé des recettes du budget, dans la mesure de 5 pour cent. Le remboursement des prêts doit être effectué dès que la situation du Trésor public le permet, et de toutes manières avant la fin de l'année financière au cours de laquelle le concours a été accordé. Passée cette date, si la position du budget de l'Etat reste débitrice la Banque centrale ne pourra accorder d'autres subventions tant que les créances antérieures ne seront pas remboursées.

C'est aussi à la Banque centrale que sont confiées l'émission et la gestion des titres de la dette publique interne, parmi ceux-ci les bons du Trésor jouent un rôle spécial. Non seulement ils alimentent un courant d'échanges sans cesse accru dans le cadre du marché du crédit, mais ils auraient la possibilité de constituer, une fois ce marché consolidé, une base de réalisation pour les opérations de marché ouvert et de réescompte effectuées par la Banque centrale. Le succès de l'émission est assuré par cette dernière du fait qu'elle souscrit pour son propre compte ceux des titres qui n'ont pas été absorbés par le public, le système bancaire ou les autres intermédiaires financiers.

La première émission de bons du Trésor eut lieu le 5 novembre 1964, elle était de 1 million de leones et avait des échéances différenciées pouvant aller jusqu'à un maximum de 90 jours. Alors que la plupart des titres à très courte échéance (30 jours) furent placés dans les banques commerciales, ceux dont l'échéance était à 60 et 90 jours furent presque entièrement souscrits par la Banque centrale.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

Les objectifs principaux de la politique monétaire de la banque centrale de la Sierra Leone ont été la défense de la stabilité monétaire et la formation d'un marché du crédit efficient.

Dans ce but, la Banque, conformément à l'acte constitutif de 1970, a été habilitée à effectuer des opérations de réescompte pour le système bancaire, ainsi que des opérations sur titres et sur les devises étrangères sur le marché ouvert.

La Banque était également habilitée à imposer les plafonds du crédit consenti par le système bancaire, et à contrôler la destination du crédit, elle était autorisée également à réglementer et à varier le montant et la composition qualitative des réserves obligatoires en liquide des établissements de crédit. La Banque ne recourut à cette technique de contrôle monétaire qu'à partir du 1er novembre 1966, lorsqu'elle augmenta le coefficient de la réserve obligatoire de 15 à 20%. En même temps elle décida que les titres de crédit acceptés au réescompte de la Banque centrale pouvaient être admis parmi les valeurs à concurrence de 2% de cette réserve. Une autre augmentation du coefficient de réserve obligatoire eut lieu le 31 décembre 1966, il passa de 20 à 25%, enfin le 31 janvier 1967 il atteignit 30 pour cent.

L'adoption de cet instrument de contrôle du crédit fut dictée par la nécessité de diminuer l'excessive expansion du crédit bancaire en vue de freiner les pressions inflationnistes et de circonscrire les pertes des réserves en devises. Afin de faire rentrer celles-ci, le gouvernement obtint des prêts du Fonds monétaire international et la Banque centrale encouragea l'endettement des banques commerciales à l'étranger.

La Banque centrale s'efforça, en outre, de réaliser une politique ayant pour objet d'assurer au marché du crédit une structure adéquate et une efficience fonctionnelle suffisante, conditions indispensables pour lui permettre de mener à bien ses propres opérations de contrôle monétaire en lui offrant plus de chances de succès. Elle en arriva pour atteindre ce but à créer un système d'opérations de *call money* avec le système bancaire, (novembre

1964), à donner de l'ampleur aux négociations sur les bons du Trésor, et à fonder la chambre de compensation de Freetown (le 12 janvier 1965).

SYSTÈME BANCAIRE

Le système bancaire de la Sierra Leone est composé de banques commerciales, de caisses d'épargne postales, et, en ce qui concerne le crédit mobilier et les financements à moyen et long terme, d'une banque de développement appelée *National Development Bank Ltd*. Les interventions en matière de crédit agricole relèvent, au contraire, de l'activité spécialisée de quelques banques mutuelles et de l'*Agricultural Loans and Credit Scheme*.

Les banques commerciales acceptent des dépôts en compte courant, des dépôts à terme et d'épargne. La collecte de ces derniers constitue l'activité spécialisée des caisses d'épargne postales. Alors que les dépôts en compte courant ne portent pas intérêt, les dépôts à terme donnent lieu à un intérêt allant de 2,50% à 4% suivant la date d'échéance.

La *National Development Bank* fut constituée le 9 mars 1968 au capital social de 1 million de leones. Le gouvernement lui a, en outre, accordé un prêt de 1 million de leones sans intérêts. Les crédits consentis par cette banque sont principalement destinés à promouvoir l'expansion des entreprises industrielles, commerciales et agricoles, qu'elles soient privées ou à participation mixte; ces interventions ont lieu sous forme de prêts hypothécaires et de prises de participations dans les établissements emprunteurs. Ces participations, qui ne peuvent jamais excéder 25% du capital social de l'établissement, doivent être contenues entre un minimum de 7.500 et un maximum de 50.000 leones.

DISCIPLINE DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

L'activité bancaire en Sierra Leone est réglementée par la loi bancaire de 1970, qui a apporté des modifications partielles à la loi de 1964, et règle principalement la constitution, le capital propre, l'activité et les réserves en liquidité des banques.

L'exercice de l'activité bancaire est assujéti: à l'obtention d'une autorisation de l'Etat, accordée après consultation avec la Banque centrale, ainsi qu'à l'existence d'un capital dont le minimum est déterminé. Pour les banques nationales un capital social versé d'au moins 400.000 leones est exigé, alors que pour les banques étrangères il est nécessaire qu'elles s'engagent à maintenir à la Banque centrale, sous forme de dépôts ou de titres d'Etat, une somme minimum de 800.000 leones.

Aux termes de la loi bancaire les banques sont dans l'obligation de maintenir un rapport constant entre des classes d'activité déterminées (monnaie légale, dépôt à la Banque centrale, bons du Trésor public, activités financières aisément monétisables) et le volume de leurs dépôts fiduciaires et de ceux en compte courant.

Il a été d'ailleurs envisagé dans l'acte constitutif de la Banque centrale la possibilité de varier le coefficient et la composition qualitative de la réserve liquide obligatoire. Cette discipline rendait plus aisée, d'ailleurs, la mission de surveillance exercée par la Banque centrale sur le système bancaire. Ce dernier fut contraint en effet de transmettre périodiquement aux organes de vigilance ses bilans et ses situations en matière de liquidité et, dans le cas où il se trouverait dans l'impossibilité de se conformer à leur obligation d'avoir une réserve de liquidité, il est tenu de demander l'autorisation d'effectuer des opérations actives.

Enfin la loi bancaire a imposé des restrictions de diverse nature pour certaines opérations actives des banques, telles que l'in-

terdiction d'effectuer des avances sur leurs propres actions, d'accorder des prêts non garantis pour une somme dépassant 1.000 leones à leurs dirigeants ou à des sociétés dans lesquelles ces banques auraient pris des participations, l'interdiction d'accorder des prêts pour un montant excédant la rémunération annuelle en ce qui concerne les employés, ou encore l'interdiction d'accorder à un seul établissement emprunteur des prêts dont le montant serait de plus de 10% du volume global des dépôts de la banque elle-même.